

# Guide

## pour les femmes issues de l'immigration

### La famille

#### Les trois formes d'union en France

- **Le mariage** : acte juridique basé sur le consentement mutuel des deux époux. Seul le mariage civil est reconnu légalement, il doit donc obligatoirement intervenir avant un mariage traditionnel ou religieux.
- **Le pacte civil de solidarité (PACS)** : contrat conclu entre deux personnes, de sexe différent ou de même sexe, pour organiser leur vie commune.
- **Le concubinage, ou union libre** : union de fait, caractérisée par une communauté de vie stable entre deux personnes de sexe différent ou de même sexe.

#### Les ruptures d'union en France

Tout comme vous pouvez décider librement de vivre en couple, vous pouvez décider de mettre fin à votre vie commune. Après la rupture, des aides peuvent vous être attribuées (voir CAF).

- Si vous souhaitez rompre le mariage, vous pouvez demander le divorce. Il existe différentes procédures qui ont lieu au Tribunal de Grande Instance. L'assistance d'un avocat est obligatoire (vous pouvez bénéficier de l'aide juridictionnelle, sous condition).
- Si vous souhaitez seule rompre le PACS, vous devez en informer votre partenaire et adresser copie de ce courrier au tribunal d'instance ayant reçu la déclaration de PACS. Si vous êtes d'accord entre partenaires, vous faites une déclaration conjointe de rupture.
- La répudiation n'existe pas en droit français.

#### L'autorité parentale

L'autorité parentale est l'ensemble des droits et devoirs des parents à l'égard de leurs enfants, âgés de moins de 18 ans. Elle est exercée en commun et à égalité par les deux parents, qu'ils soient mariés ou non, qu'ils vivent ensemble ou séparément (sauf cas particuliers).

### L'enlèvement international ou le déplacement illicite d'enfants

Un parent ne peut pas décider seul d'emmener son enfant vivre dans une autre ville ou dans un autre pays sans l'accord de l'autre parent ou du juge aux affaires familiales. En cas de menace, vous pouvez vous adresser à la Police, la Gendarmerie ou la préfecture.

### Le regroupement familial

D'une manière générale, vous pouvez être rejointe en France par votre conjoint majeur et vos enfants mineurs, et/ou par vos enfants mineurs d'une précédente union, ou par les enfants mineurs de votre conjoint. Ils bénéficieront d'un titre de séjour et du droit de travailler, selon leur âge.

Ce regroupement ne peut se réaliser que sous certaines conditions. Pour toute information, s'adresser à l'OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure** : 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII)** : 02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie** : 17

### Les pratiques interdites

#### Les violences

**Les violences – physiques, sexuelles, morales, économiques ou psychologiques – notamment commises par le conjoint ou l'ex-conjoint sont interdites par la loi et leurs auteurs condamnés par la loi.**

**Pour une urgence, faites le 17 (police, gendarmerie). Pour une écoute, faites le 39 19.**

### Les mariages forcés

Le mariage exige le consentement mutuel des futurs époux. S'il est prouvé que l'un des deux époux (ou les deux) a été contraint de se marier, le mariage peut être annulé. L'âge légal pour se marier est de 18 ans.

Une consultation gratuite dans une Maison de la justice et du droit (MJD) vous aidera à entreprendre des démarches.

### Les mutilations sexuelles féminines

Toute mutilation pratiquée sur les organes génitaux, notamment l'excision et l'infibulation, est interdite.

Les peines peuvent atteindre 20 ans d'emprisonnement et 150 000 € d'amende. La loi française s'applique lorsque la mutilation est commise en France ou dans un pays étranger.

### La polygamie

En France, le mariage d'un homme avec plusieurs femmes est interdit, c'est un délit sanctionné pénalement. Un homme ne peut donc pas se marier sur le territoire français s'il a déjà une épouse dans son pays d'origine. La peine est de 1 an d'emprisonnement et 45 000 € d'amende.

En cas de litige, le juge applique au procès soit la loi française, soit la loi étrangère déterminée par la nationalité des parties. Ces questions sont complexes, il est conseillé de consulter des professionnels du droit.

### La dissimulation du visage

Nul ne peut, dans l'espace public, porter une tenue destinée à dissimuler son visage (loi d'octobre 2010, applicable depuis avril 2011). La peine peut aller de 150 € à 30 000 € d'amende. Toute personne est concernée, quel que soit son sexe, son âge ou sa nationalité.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE)** : 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)** : 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD)** : à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie** : 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS)** : 01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

### Le logement

#### Vous cherchez un logement

« Le droit à un logement décent et indépendant [...] est garanti par l'État à toute personne qui, résidant sur le territoire français de façon régulière [...], n'est pas en mesure d'y accéder par ses propres moyens ou de s'y maintenir. » (loi DALO)

Vous pouvez vous renseigner auprès de l'assistant-e de service social de secteur dans votre mairie ou à la Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS) à la préfecture.

**En cas d'urgence, faites le 115 ou appelez l'association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence).**

#### Autres situations

- **Si votre époux est polygame et si vous souhaitez accéder à un logement séparé, vous pouvez être aidée : renseignez-vous auprès d'un travailleur social.**
- Si vous avez des problèmes avec votre logement actuel : contactez l'Association départementale d'information sur le logement (ADIL).

#### Les aides (sous conditions)

- Prestations logement auprès de la CAF.
- Fonds de solidarité pour l'habitat auprès du Conseil général.

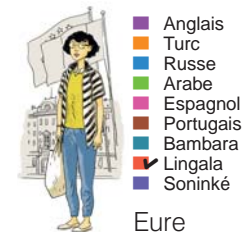
**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL)** : 02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF)** : 0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure** : 02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)** : 02 32 24 86 01

**Association La Pause** : 02 32 33 52 76



# La santé

## L'accès aux soins

Toute personne se trouvant sur le territoire français a droit aux soins. Si vous êtes en situation régulière, vous disposez d'une couverture sociale avec un numéro de sécurité sociale :

- soit parce que vous travaillez ou êtes rattachée à votre conjoint qui travaille ;
- soit, parce que vous ne travaillez pas ou vous êtes en France depuis plus de 3 mois, par la couverture maladie universelle (CMU).

Dans tous les autres cas, s'adresser à la Permanence d'accès aux soins de santé (PASS) de l'hôpital le plus proche.

**La Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) délivre une carte Vitale à présenter aux consultations, à l'hôpital, dans les pharmacies.**

## La contraception

La contraception est l'ensemble des méthodes utilisées pour éviter une grossesse que vous ne désirez pas. C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Pour choisir la méthode qui vous convient le mieux, vous pouvez vous adresser à :

- un médecin généraliste,
- un médecin gynécologue et, dans certaines conditions, une sage-femme,
- un centre de planification et d'éducation familiale qui propose des consultations médicales gratuites et confidentielles.

**Si vous êtes mineure, vous n'avez pas besoin de l'autorisation de vos parents pour obtenir une contraception.**

## L'interruption volontaire de grossesse (IVG)

Vous êtes enceinte et vous ne voulez pas poursuivre cette grossesse, vous pouvez décider d'une interruption volontaire de grossesse (IVG). C'est un droit inscrit dans la loi. Aucune autorisation de la famille ou du conjoint n'est nécessaire.

Adressez-vous le plus tôt possible à un médecin dans un cabinet médical, dans un centre de planification ou dans un hôpital. L'IVG doit être pratiquée **avant la fin de la 12<sup>e</sup> semaine de grossesse.**

## Centres de planification :

Bernay (02 32 4 563 11)  
Evreux (02 32 39 15 00)  
Gisors (02 32 27 76 24)  
Louviers (02 32 25 75 66)  
Pont-Audemer (02 32 42 88 90)  
Val de Reuil (02 32 61 11 15)  
Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)  
Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

**Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) : 36 46**

# L'emploi

## Pôle emploi

Toute personne à la recherche d'un emploi doit s'inscrire comme demandeur d'emploi auprès de Pôle emploi, pourvu qu'elle soit en situation régulière avec autorisation de travailler et sous réserve de certaines conditions (âge, aptitude physique...). Le rôle de Pôle emploi est d'effectuer le suivi et le contrôle des demandeurs d'emploi.

Pour bénéficier des services de Pôle emploi, vous devez vous y inscrire comme demandeur d'emploi :

- soit en vous connectant sur le site **www.pole-emploi.fr**

- soit par téléphone au 39 49.

Si vous avez déjà travaillé en France, vous pourrez peut-être prétendre à une indemnité de chômage. À votre inscription, Pôle emploi vous indiquera vos droits.

## Les Missions locales et Permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) pour les jeunes

Les Missions locales aident les jeunes de 16 à 25 ans à obtenir un emploi ou à accéder au dispositif de formation professionnelle. L'accompagnement des Missions locales permet également aux jeunes de faire face aux difficultés de la vie quotidienne et traite les questions relatives au logement, au transport, à la santé, à l'autonomie financière.

## Le revenu de solidarité active (RSA)

Le revenu de solidarité active (RSA) est une aide financière qui peut être attribuée sous réserve de certaines conditions aux personnes qui ont un emploi mais dont les revenus sont limités, aux personnes privées d'emploi ou aux personnes élevant seules des enfants.

La demande de RSA se fait au choix auprès de la mairie de son domicile, auprès des services sociaux du Département ou auprès de la Caisse d'allocations familiales (CAF).

**Pôle emploi : 3949 ou www.pole-emploi**

**Conseil général de l'Eure :**  
02 32 31 50 50

**Caisse d'allocations familiales (CAF) :**  
0810 25 27 10

## Missions locales :

Pays d'Evreux et Eure Sud 02 32 39 77 04  
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65  
Louviers Val-de-Reuil Andelle  
02 32 59 76 80

**Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO) :**

Bernay 02 32 43 36 80  
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

# Les titres de séjour

## Le séjour

Vous avez plus de 18 ans et vous souhaitez séjourner plus de 3 mois en France, vous devez demander un titre de séjour. Les mineures étrangères âgées de 16 à 18 ans qui veulent exercer une activité professionnelle en France sont également concernées.

Il existe 3 types de titres de séjour :

- l'autorisation provisoire de séjour, valable de 1 à 6 mois et renouvelable,
- la carte de séjour temporaire, valable 1 an et renouvelable. Elle peut comporter diverses mentions (étudiante, travailleuse temporaire, travailleuse saisonnière, salariée, vie privée et familiale, etc.),
- la carte de résident, valable 10 ans et renouvelable, sauf si sa titulaire s'est absentée plus de 3 ans consécutifs du territoire français.

## Pour faire la demande

Vous devez vous présenter dans les 3 mois suivant votre entrée en France à la préfecture ou à la sous-préfecture. Des associations peuvent vous aider à constituer votre dossier.

Si l'administration ne vous a pas répondu dans un délai de 4 mois, c'est que votre demande de titre de séjour est rejetée. Vous pouvez alors contester cette décision devant le tribunal administratif de votre lieu de résidence.

**Attention : si vous êtes mariée à un Français ou autorisée à séjourner en France au titre du regroupement familial, et si vous êtes séparée de votre époux en raison de violences conjugales, le Préfet peut, sous condition, vous accorder le renouvellement de votre carte de séjour temporaire.**

## Asile

En application de la Convention de Genève de 1951, le statut de réfugié est accordé « à toute personne [...] craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, [...], ou de ses opinions politiques [...] ». Le statut de réfugié peut aussi être accordé aux personnes fuyant le mariage forcé, l'exploitation sexuelle, les mutilations génitales, etc.

Pour faire la demande : dès votre arrivée, vous devez vous rendre à France terre d'asile, qui prendra un rendez-vous à la préfecture de région à Rouen. Celle-ci, en fonction de votre situation, vous remettra une autorisation provisoire de séjour ainsi qu'un dossier à remplir et compléter en français. Vous devrez l'envoyer dans un délai de 21 jours à l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Celui-ci vous convoquera.

**Attention : en cas de refus de l'OFPRA, vous aurez un mois pour porter recours devant la Cour nationale du droit d'asile (CNDA).**

## Préfecture de l'Eure :

boulevard Georges Chauvin, à Evreux  
02 32 78 27 27

## Sous-préfectures :

3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay  
02 32 46 76 87  
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys  
02 32 54 74 87

## France terre d'asile :

1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

## Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) :

02 32 18 09 94

## Pilotage

Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)  
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité  
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

## Pour la traduction

Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

## Ont participé à son élaboration

Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)

Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin.

piloté par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité (Direction départementale de la cohésion sociale 67)

## Illustrations

Nicolas Wintz

## Mise en pages

L'intranquille

décembre 2013

[ddcs@bas-rhin.gouv.fr](mailto:ddcs@bas-rhin.gouv.fr)



# Lilakisi

po na basi bawuta  
mboka mopaya

## Libota

### Bandenge misato (lolenge) ya kosangana na France

- **Libala:** na ndenge ya leta, ezali koyokana ya mwasi na mobali. Kaka libala na misu ya leta mutu esalamaka liboso ya libala ya libota to liboso ya libala ya nzambe.
- **Boyokani po na kosangana (PACS):** Ezali koyokana ya batu mibale: mwasi na mobali to mobali na moninga mobali to pe mwasi na moninga mwasi oyo bayokani bavanda elongo.
- **Eza kosangana pe kovanda ya mwasi na mobali kimakangu:** Kosangana ya mwasi na mobali, to mobali na moninga mobali, to pe mwasi na moninga mwasi na ndenge ya bosolo tango nionso.

### Bokabuani ya libala na France

- Ndenge bo koki ko zua mokano ya ko sangana elongo, bokoki pe ko zua mokano ya ko kabuana. Sima ya bokabuani okoki ko zua lisungi (kende tala CAF).
- Soki olingi kokabola libala, okoki kosenga bokabwani na leta. Ba ndenge ya ko salela eza ebele na « tribunal ya grande instance ». Molobeli akosunga yo po alobela yo (okoki ko zua lisalisi soki esengami).
- Soki olingi koboma bosangani ya koyokana (PACS), yebisa molongani na yo, sima otinda mokanda na « tribunal ya grande instance » oyo bazuaki sango ya bosangani na bino. Soki boyokani bino mibale, botindi mukanda ya bokabuani na bino mibale.
- Na ndenge ya mibeko ya mboka France, mobali akoki kobengana mwasi na ye na ndaku te.

### Mosala ya baboti

■ Mosala ya baboti ezali oyo bako salela bana na bango tango nionso: kobanda bomuana ti bako kokisa mbula 18 ans. Mosala oyo esengeli esalema elongo na tata pe na mama lolenge moko. Yango ezala babalana to pe baoyo bakabuana, bavanda esika moko to pe esika moko te.

### Ko yiba mwana pe komema ye na ko batama na mboka mususu

■ Moboti akoki ko zua mokanu ya komema muana na ye na mboka mopaya te soki moboti mosusu ayebite, to pe soki ba basali ya leta ba yebi te (juge aux affaires familiales). Soki matata ezali, okoki kokende komona « police, gendarmerie to pe prefecture ».

### Kosangisa libota mobimba

■ Na ndenge nionso, okoki ko bengisa awa na France mobali (molongani) na yo, to pe bana na yo ba oyo balekisi nanu mbula 18 ans te, to oyo ba botama na libala mususu. Ba ko zua mokanda ya kovandela pe ya ko zuila musala na botali mbula na bango.

Bosangisi oyo ekoki kosalama kaka soki yango etangami. Po na ko yeba yango mingi kende na OFII.

**Caisse d'allocations familiales (CAF) de l'Eure:** 0810 25 27 10

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII):**  
02 32 18 09 94

**Police, gendarmerie:** 17

## Makambo oyo epekisami

### Kosala makambo ya makasi epayi ya mutu

Kosala makambo na makasi epayi ya mutu na nzoto, na kosangana (kosibana), na biloko pe makanisi « surtout » oyo mobali na yo to mobali ya kala asalaka yo, epekisami na leta. Oyo akosala yango, akosambisama to ako kota boloko.

Soki likambo benga na 17 (police to gendarmerie). Soki olingi mutu ayoka yo okoki pe kosala 3919.

### Mabala ya makasi

■ Libala ebongaka koyokana ya mwasi na mobali. Soki moko na bango mibale alingaki te (to bango mibale), soki babalanaki na makasi, libala ekoki ko sila (kufa). Mbula oyo esengeli po na mutu abala ezali 18 ans.

Komona milobeli na ndaku ya mibeko ezali ya ofele pe ekosunga yo po na kosala ba « démarches ».

### Kokata nzoto ya bo mwasi

■ Misala nionso ya kokata nzoto ya basi epekisami. Soki mutu asali yango, ako kota boloko ya mbula tuku mibale (20 ans) pe okofuta 150 000 euros ya « amende ». Soki esalami na France to na mboka mosusu, mibeko ya France mutu eko landama.

### Libala ya bombanda

■ Na France, libala ya bombanda epekisami. Mobali akoki kozala na basi ebele te, soki te akoki ko kota boloko (1 an) to akoki kufuta amende ya 45 000 euros. Mobali oyo aza na mwasi na mboka naye, akoki kobala lisusu mwasi na France te.

Soki asali yango, mosali mibeko akotala mibeko ya France to pe mibeko ya ngambu nionso mibale. Mituna oyo eza pasi mingi, esengeli koluka batu oyo bayebi mibeko po ba yanola yango.

### Kobomba to kozipa elongi

■ Mutu moko te akoki kolata elamba oyo ezipa to ebombaka elongi na place ya batu nionso (place publique), (mobeko ya octobre 2010 ebanda na avril 2011). Etumbu ekoki kozala ya 150 euros ti 30 000 euros ya amende. Mibeko oyo etali mutu nionso mwasi to mobali, yambula nionso pe ya poso nionso.

**Association d'aide aux victimes (AVEDE-ACJE):** 02 32 23 15 15

**Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF):** 12 rue de l'Esperanto à Evreux, 02 32 33 44 56

**Maison de la justice et du droit (MJD):**  
à Evreux 02 32 32 07 91  
à Louviers 02 32 40 96 60  
à Pont-Audemer 02 32 41 78 90  
à Vernon 02 32 71 28 10

**Police, gendarmerie:** 17

**Groupe femmes pour l'abolition des mutilations sexuelles (GAMS):**  
01 43 48 10 87 ou 06 78 04 40 29

## Bisika ya ko vanda

### Ozo luka ndaku

■ « Leta apesa na mutu nionso oyo afandaka na France, makoki (nzela) ya ko zala na ndaku ya kovanda ata moto oyo aza makoki mingi te. » (Loi DALO)

Okoki ko tuna makambo oyo epayi ya mosali ya « service social » ya pembeni ya bisika ovandaka (mairie ou direction départementale ya cohésion sociale (DDCS) to na préfecture).

Soki likambo ya mbangu mbangu benga 115 soki te benga association La Pause (hébergement ponctuel d'urgence) apesaka esika ya kolala ya noki.

### Makambo mosusu

- Soki mobali na yo aza na basi ebele, pe soki olingi kokabola ndaku na ye, okoki ko zua lisungi tuna esika ya mosali ya « service social ».
- Soki oza na pasi to mikakatano ya ndaku, luka obenga association départementale d'information sur le logement (ADIL).

### Lisungi to lisalisi soki etangami

- Lifuti ya ndaku epayi ya CAF.
- Mbongo ya lisalisi po na ba ndaku epayi ya « Conseil général ».

**Agence départementale d'information sur le logement (ADIL):**

02 32 24 06 66

**Caisse d'Allocations Familiales (CAF):**  
0810 25 27 10

**Conseil général de l'Eure:**  
02 32 31 50 50

**Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS):**  
02 32 24 86 01

**Association La Pause:** 02 32 33 52 76

## Kolongonu ya nzoto

### Nzela ya bosalisi nzoto

■ Mutu nionso oyo avandi na mboka ya France, ako zua lisungi ya kosalisa nzoto na tango mikanda na ye eza ya ko koka. Oko zala na numéro ya sécurité sociale:

- Na tango osalaka, to oza na molongami asalaka,
- Na tango osalaka te, to oza na France koleka ba sanza misato (plus de 3 mois) na CMU (couverture maladie universelle).



▼ Lingala

Eure

Na nionso oyo etikali, luka esika ya bosalisi nzoto to kende koluka lupitalo ya pembeni na service ya PASS.

**Caisse primaire ya assurance ya maladi (CPAM) epesaka mukanda (carte vitale) po na kolakisa epayi ya minganga, na lopitalo to bisika ya ko somba kisi.**

## Bizaleli ya koluka kobota na ekege to ndenge ya ko pekisa bozui zemi

■ Bizaleli ya kobota na ekege eza nionso oyo ezo senga ya ko zua mokumba ya zemi te (oyo mwasi alingi te). Oyo ezali motindo ekomama na mibeko ya mokili ya se. Mwasi aza na posa ya ndingisa ya mobali te pe ya libota te. Po na ko pona ndenge ya ko salela ya malamau, okoki ko kende ko mona:

- munganga (dokotolo) ya famille
- munganga ya nzoto ya basi to pe mwasi oyo abotisaka na lupitalo
- Ba bisika ya kolengela mabota pe ya kobokola bana ba zo ko pesa nzela ya komona munganga ofele pe na sekele.

**Soki oza na mbula mike (na se ya 18 ans), oza na posa ya nzela ya baboti na yo te pona ko zua bizaleli ya koluka mabota na ekege.**

## Soki yo moko olingi ko longola zemi

■ Soki oza na zemi eke olingi kokende nazemi ti na suka te, okoki kokende kolongolisa zemi yango (IVG). Ezali mokano na yo moko. Ekomama na mibeko ya mboka oyo (France). Po na yango, oza na posa ya ko senga nzela na baboti na yo te, ni na mobali na yo. Kende komona noki noki munganga na bureau na ye pe na ndaku ya ko batela mabota, to na lopitalo. Zemi yango esengeli balongola yango liboso ya ba poso zomi na mibale (12).

### Centres de planification:

Bernay (02 32 4 563 11)  
Evreux (02 32 39 15 00)  
Gisors (02 32 27 76 24)  
Louviers (02 32 25 75 66)  
Pont-Audemer (02 32 42 88 90)  
Val de Reuil (02 32 61 11 15)  
Verneuil sur Avre (02 32 23 60 32)  
Demander l'adresse en mairie ou auprès de l'assistant-e sociale de secteur.

**Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM):** 36 46

# Mosala

## Ndaku oyo epesaka musala

■ Mutu nionso oyo azoluka musala akende ko komana neti moluki mosala kuna na ndaku oyo epesaka musala soki aza na ba mikanda oyo esengeli. Esika oyo epesaka musala elandelaka ba oyo nionso bazo luka mosala.

Po na ko kozua lisungi ya esika oyo epesaka musala esengeli okende komikomisa lokola moluki mosala:

- to pe na nzela ya « internet »  
**www.pole-emploi.fr**
- to pe na nzela ya « telephone 3949 ».

Soki osi osala na France bakoki ko futa yo mwa mbongo ata ya moke. Tango oke ko komama, esika oyo epesaka musala, ba ko yebisa yo ndenge nini okoki kosala.

## Ndaku oyo e yambaka bilenge pona ko lakisa bango ndenge ya ko tambuisama

■ Yango e sungaka bilenge kobanda na mbula (16 ans) (zomi na sambo) kino na (25 ans) (tuku mibale na mitano) po bazua mosala na nzela ya koyela. Ko tambuisama na esika oyo e yambaka bilenge esengaka pe na bilenge ba mesana na ba pasi ya mikolo nionso po na ko yeba ndenge ya ko zua ndaku, ko mata na transport, pe ko kipe makambo ya nzoto pe koyeba ko salela mbongo (mosolo).

## Mosolo (mbongo) ya bosalisami po na ko sunga

■ Mbongo oyo ya lisalisami eza lisungi oyo bakoki kopesa na batu oyo baza na makoki ya mingi te na ba oyo ba za na mosala na bango, pe na ba oyo bazangi mosala, ti na ba oyo ba bokolaka bana bango moko. Po na ko zua lisungi oyo, esengeli okende kosenga na « mairie » ya esika ofandaka to na basali ya « service social » ya département, to epayi ya esika ya (CAF).

**Pôle emploi:** 3949 ou [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr)  
**Conseil général de l'Eure:** 02 32 31 50 50  
**Caisse d'allocations familiales (CAF):** 0810 25 27 10

**Missions locales:**  
Pays d'Evreux et Eure Sud 02 32 39 77 04  
Vernon-Seine-Vexin 02 32 51 50 65  
Louviers Val-de-Reuil Andelle 02 32 59 76 80

**Permanence d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO):**  
Bernay 02 32 43 36 80  
Pont-Audemer 02 32 41 16 83

# Mikanda ya bovandeli to ya kovandela

## Ndenge ya kovandela na mboka

■ Soki olekisa mbula 18 ans, pe olingi ovanda na France koleka ba sanza misatu, e sengeli osenga mokanda ya kovandela na mboka oyo. Bilenge ya ba paya oyo ba za na 16 ans to 18 ans oyo balingi kosala na France yango e tali pe bango.

Mikanda ya bovandeli na mboka ezali na lolenge misatu:

- mokanda provisoire ya sanza moko ti sanza 6 oyo bakoki kozongela lisusu (renouvelable)
- mokanda temporaire ya mbula moko oyo bakoki kozongela lisusu. Ezali pona (ba oyo ba zo tanga, ba oyo bazali kosala nanu, oyo basalaka tango mususu, basali ya tangu nionso, bomoyi ya mutu pe ya libota ya mutu...)
- mokanda ya kovandela na mboka ya mbula zomi (10 ans), ekoki kobandelama. Soki kolo nango asali koleka mbula misatu (3 ans) ya mobimba libanda ya France, ekoki kobandelama te.

## Po na ko senga mokanda ya kovandela

■ Pona ko senga mokanda ya ko vandela, esengeli okende ko milakisa na Préfecture to na sous-préfecture sima ya sanza misatu kobanda ko koma na yo na France. Ba masanga (association) ekoki kosunga yo po na kosala dossier. Soki leta ayanoli yo te sima ya sanza mine (4), elakisi ete ba boyi lisengi na yo. Okoki pe koboya mokanu yango liboso ya tribunal administratif ya esika ofandaka.

**Keba: Soki obala Français, to bandima yo ofanda na France na ndenge ya bosangisi libota mobimba, to pe okabuana na mobali nayo na makambo ya kobetama epayi ya mobali, mokonzi (prefet) akoki soki esengami apesa yo mukanda po na ko bandela kovanda na yo na mua tango moke.**

## Esika ya ko bombamela ngunda

■ Lolenge yako yokana ya ba mboka nionso oyo eyambaka ba bombami ngunda kobanda mbula (1951). Yango epesami na mutu nionso oyo azo banga, to kokima liwa, to mitungisi po na nzoto na ye lolenge ya poso na ye, kosambela na ye, ekolo naye, pe ya makanisi ya politiki. Lolenge ya kobombama ekoki ko pesama pe na oyo akimi libala ya makasi, oyo ba zo ko pesa ye na makasi epayi ya mibali, oyo ba kata nzoto ya bomwasi (mutilations sexuelles)...

Tango yo okomi okoki kokende na « France terre d'asile » oyo akosenga préfecture ya région ya Rouen ekutana na yo. Yango eko tinda na ndenge ya likambo na yo epesa yo mukanda ya kofandela ya mwa tango ya moke. Eko pesa yo pe dossier oyo oko koma pe okotondisa na français. Yango okotinda yango ti na 21 jours (mikolo) na office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA), yango ekobengisa yo

**Keba: soki OPFRA aboyi kopesa yo ki ngunda, okozala na sanza moko pona kosenga na Cour national du droit d'asile (CNDA) ba bandela dossier na yo.**

**Préfecture de l'Eure:**  
boulevard Georges Chauvin, à Evreux  
02 32 78 27 27

**Sous-préfectures:**  
3 rue de la Sous-Préfecture à Bernay  
02 32 46 76 87  
10 rue de la Sous-Préfecture à Andelys  
02 32 54 74 87

**France terre d'asile:**  
1 rue Jacquard à Evreux 02 32 23 10 25

**Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII):**  
02 32 18 09 94

**Pilotage**  
Direction départementale de la cohésion sociale (DDCS)  
Mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité  
Cité administrative, boulevard Georges Chauvin, 27000 Evreux

**Pour la traduction**  
Remerciements à Antonio, Bebak, Elina, Elise, Fatima, Fatoumata, Manolito, Mohamed, Néné, Sarah, Sihem et Tuin

**Ont participé à son élaboration**  
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles de l'Eure (CIDFF)  
Groupe de travail Égalité entre les femmes et les hommes de la Commission pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC) du Bas-Rhin.  
pilote par la mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité (Direction départementale de la cohésion sociale 67)  
[ddcs@bas-rhin.gouv.fr](mailto:ddcs@bas-rhin.gouv.fr)

**Illustrations**  
Nicolas Wintz

**Mise en pages**  
L'intranquille

décembre 2013

